

René N'Guettia Kouassi

**Plus de 50 Ans
d'Intégration Africaine :
Quel Bilan ?**

**More Than 50 Years of
African Integration: The
State of Play**

SPONSORED BY THE



Federal Ministry
of Education
and Research

WAI-ZEI PAPER

**No. 26
2016**

Dr. René N'Guettia Kouassi est directeur du département des affaires économiques de la Commission de l'Union africaine depuis juillet 2004. Auparavant il a servi, entre autres, en tant que directeur de cabinet adjoint du secrétaire général de l'Organisation de l'Unité africaine, et de directeur de cabinet du président intérimaire de la Commission de l'Union africaine. Dr. Kouassi est titulaire d'un doctorat en économie, et d'un doctorat troisième cycle en économie du développement.

René N'Guettia Kouassi

Plus de 50 Ans d'Intégration Africaine : Quel Bilan ?

En 2013, les dirigeants africains ont célébré le cinquantenaire de l'intégration africaine. Après cette grande messe, il est tout à fait légitime que les filles et fils du continent, toutes classes sociales confondues, s'interrogent sur les acquis de l'intégration, ses défis et ses perspectives. Où en sommes-nous, après plus d'un demi-siècle d'efforts d'intégration ? Les résultats obtenus sont-ils à la hauteur des attentes, voire des ambitions initiales ? Les acteurs du processus d'intégration ont-ils joué à fond le rôle qui leur revient ? Quels sont les acquis réels ? Quels sont les défis à relever ? Et quelles mesures adopter pour y remédier de manière efficace et durable ? Après plus de 50 ans d'efforts entrepris d'abord au sein de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA), puis au sein de l'Union africaine (UA), les Africains peuvent-ils être fiers des résultats obtenus ? Gardent-ils toujours espoir de voir un jour leur continent économiquement et politiquement intégré ? Ou bien sont-ils plus nombreux à être pessimistes et à craindre que cet espoir s'estompe de plus en plus et que le rêve d'un pays-continent uni et prospère ne se concrétise jamais ? Ces questionnements, tous fondés, méritent une analyse pour mieux cerner la problématique de l'intégration, sous tous ses aspects, et pour mieux formuler les réponses aux défis qui se posent et mobiliser les Africains, afin de trouver au sein du continent tous les leviers de commande des processus d'intégration régionale et continentale. Mais avant cela, il serait sans doute utile de mettre en lumière certaines questions que l'on pourrait qualifier de « *questions pendantes* » et qui ont certainement eu un impact (positif ou négatif) sur le processus d'intégration en Afrique.

Clarifier les questions taboues

Aujourd'hui, à l'orée de ce cinquantenaire, il ne doit pas y avoir de questions taboues. Toutes les questions méritent d'être posées, ou plutôt doivent être posées, et des solutions efficaces et durables doivent leur être trouvées. Au nombre de ces questions dites taboues figurent l'approche de Nyerere et celle de Nkrumah. Laquelle des deux approches semblait mieux répondre aux besoins d'intégration du continent ? En d'autres termes, quelle est celle qui aurait pu ou qui recelait en son sein des ingrédients susceptibles de garantir le succès de l'Afrique dans ses efforts d'intégration économique et politique ?

Pour mémoire, il convient de rappeler qu'au moment du choix de la démarche à adopter pour intégrer économiquement et politiquement l'Afrique, deux écoles de pensée se sont affrontées : la première, attribuée à l'aile dite radicale du panafricanisme, était dirigée par le Père Fondateur du Ghana, le Dr K. Nkrumah¹, tandis que la seconde, présentée comme celle des modérés, était conduite par le Père Fondateur de la Tanzanie, Mwalimu Julius Nyerere². Le Président J. Nyerere de la Tanzanie, chef de file de la seconde école de pensée, était un fervent adepte de l'approche des petits pas. Il défendait farouchement la démarche dite « *progressive* », encore appelée « *approche par le bas* », qui consistait à bâtir l'intégration continentale à partir du niveau régional. Ainsi, les diverses régions du continent, par l'entremise des Communautés économiques régionales (CER), devaient d'abord œuvrer à leur intégration et à leur développement, avant que l'on envisage ensuite l'intégration à l'échelle continentale. Cette approche l'a emporté sur l'école de pensée radicale et a inspiré tous les efforts entrepris jusque-là pour promouvoir l'intégration régionale et continentale. Nyerere a-t-il eu raison ? A-t-il tort ? La célébration du cinquantenaire de l'UA offre une opportunité pour tenter d'y répondre.

Quant à la démarche du Dr K. Nkrumah, elle consistait à passer tout de suite, ici et maintenant, à l'intégration économique et politique des États déjà indépendants pour former les États-Unis d'Afrique. Pour le Président Nkrumah, si cela ne se faisait pas maintenant, les micro-souverainetés des micro-États indépendants deviendraient demain un véritable handicap entravant le

1 Cette école de pensée était composée, entre autres, de Dr K. Nkrumah, Sekou Touré (Guinée), Modibo Keita (Mali). Elle était considérée comme « *radicale* », (cf. Oloo, 2007; Kassé, 2007).

2 La deuxième école de pensée, conduite par M. J. Nyerere, comprenait, entre autres, T. Balewa (Nigeria); W. Tubman (Libéria); L.S. Senghor (Sénégal); F.H. Boigny (Côte d'Ivoire).

succès de l'intégration économique et politique du continent. Entre autres, K. Nkrumah proposait de mettre tout de suite en place une armée panafricaine, de créer une monnaie unique africaine, etc. Les appréhensions de Nkrumah à l'époque étaient-elles justifiées ? Nkrumah avait-il raison ? Avait-il tort ? Pour ces questionnements également, le bilan du cinquantenaire devrait couvrir tous les aspects, aussi bien théoriques que pratiques. L'approche Nyerere ou plutôt l'approche Nkrumah ? Ce débat mérite d'être tranché une fois pour toutes, ce qui aurait l'avantage de poser un bon diagnostic et de conduire à la formulation de politiques d'intégration plus cohérentes, plus ambitieuses, plus pragmatiques et plus efficaces.

Par ailleurs, un autre problème qui nécessite une solution concerne l'opposition entre les pro-capitalistes et les pro-socialistes. Cette opposition revêtait plutôt l'allure d'une confrontation idéologique entre le courant capitaliste et le courant socialiste. Le premier courant, incarné par des pays comme la Côte d'Ivoire, le Kenya et autres, recommandait l'économie de marché comme la meilleure voie vers l'émancipation des peuples africains. Selon ce courant, le capitalisme, quelle que soit sa forme, présentait tous les atouts pour accélérer le développement économique et social des pays africains. Les dirigeants politiques de l'époque comme F.H. Boigny (Côte d'Ivoire), le Roi Hassan II (Maroc), H. Bourguiba (Tunisie) etc., étaient les chantres d'une telle démarche. Ont-ils eu raison ? Ont-ils eu tort ? Ici encore, ces interrogations nécessitent des réponses, à la faveur de l'établissement du bilan du cinquantenaire de l'UA. Quant au second courant, celui des pro-socialistes, il présentait le socialisme comme la philosophie à adopter, le chemin à suivre pour parvenir au développement et au bien-être des populations africaines. Ici, le socialisme inspiré du bolchévisme de l'ex-Union soviétique, était censé libérer les Africains de l'exploitation et de la domination de l'Occident, bastion incontesté du capitalisme. Au nombre des dirigeants africains porteurs de cet espoir figuraient, entre autres, J. Nyerere, Sekou Toure, Nasser, K. Nkrumah, etc. Ont-ils eu raison ? Ont-ils eu tort ? Ici également, la mise en œuvre des politiques dites socialistes mérite une analyse minutieuse.

Pourquoi est-il important de répondre aux questions taboues ?

Il convient de souligner que l'Afrique a souffert du débat sur l'école de pensée de Nyerere ou plutôt celle de Nkrumah, et sur le courant des pro-capitalistes ou plutôt celui des pro-socialistes, avec comme conséquences des divergences qui ont eu un impact sur le développement et l'unicité du continent. Cela mérite d'être pris en compte dans le bilan d'un demi-siècle d'efforts d'intégration. Initialement, l'école de pensée de Nyerere a triomphé sur celle de Nkrumah. En 2007, au Sommet d'Accra, à l'issue d'un débat houleux, mais riche d'enseignements sur l'état de l'intégration africaine, la philosophie de Nyerere a dominé, une fois encore. À l'issue de ce débat, les dirigeants africains ont trouvé un consensus sur la nature de l'Afrique à bâtir : les États-Unis d'Afrique. Ils ont tous reconnu la nécessité de bâtir les États-Unis d'Afrique, mais cela devait se faire de manière progressive, lentement, mais sûrement, en s'appuyant sur le succès des CER. Toutefois, les acquis en matière d'intégration régionale et continentale, les défis rencontrés, les contraintes liées à la mondialisation, etc., n'invitent-ils pas à un réexamen de l'approche retenue ? N'appellent-ils pas à revisiter l'approche dite « *radicale* » pour y trouver des outils, voire des ingrédients susceptibles de produire un effet induit considérable sur le processus d'intégration africaine ?

Pour notre part, nous estimons qu'il est grand temps de réconcilier les deux approches, de manière à établir entre elles un équilibre réaliste pour mieux appréhender la problématique de l'intégration continentale. Nyerere et Nkrumah ont été deux illustres fils d'Afrique. Ils ont éprouvé chacun un profond amour pour leur continent et ont consacré l'essentiel de leur vie à son émancipation. Par conséquent, trouver un équilibre réaliste entre les visions qu'ils ont eu à incarner pourrait contribuer à crever l'abcès et à accélérer le rythme de l'intégration continentale. Si ce débat n'était pas définitivement tranché, les générations africaines, celles d'aujourd'hui et de demain, peineraient longtemps encore à réaliser le rêve des États-Unis d'Afrique, dont la concrétisation est attendue par toutes les filles et de tous les fils du continent.

Par ailleurs, le débat entre pro-capitalistes et pro-socialistes doit trouver un épilogue. Les regroupements des pays africains autour des idéologies capitaliste et socialiste ont, indubitablement, affecté l'unité continentale. Le comble est que ni les pro-capitalistes, ni les pro-socialistes n'ont jamais pu réunir les conditions indispensables à l'éclosion de leur choix idéologique. Les « *capitalistes sans capitaux* » et les « *socialistes sans richesses à partager* » sont ainsi devenus des clichés prisés par bon nombre d'humoristes.

Aujourd'hui, avec la domination sans partage de l'économie de marché, symbolisée par la mondialisation, quel dirigeant africain pourrait encore se prévaloir du socialisme ? Tous les pays africains, quelle que soit la nature des régimes au pouvoir, recourent aux Institutions de Bretton-Woods, et particulièrement au FMI dont les conditions de prêts n'autorisent guère la mise en place d'une économie socialiste. De plus, si l'on devait même évaluer le passé, l'on pourrait avancer, sans parti pris, que les dirigeants pro-capitalistes ont peut-être mieux positionné leurs pays sur la voie du progrès social, avec des performances historiques, devenant même des repères indiscutables, voire des références pour la classe politique, toutes idéologies confondues, en fait de véritables icônes en Afrique. Si tel est effectivement le cas, cela devrait se traduire par la reconnaissance historique de ces dirigeants dans les annales de l'Union africaine. Car aujourd'hui, l'on a pris l'habitude de ne célébrer à l'Union africaine que les figures historiques de l'aile dite « *radicale* » du Panafricanisme, oubliant les autres qui ont pourtant posé des actes et réalisé des œuvres faisant date, et qui ont positionné leurs pays sur la voie communément empruntée aujourd'hui par la quasi-totalité des pays et des régions du monde, à savoir la voie de **l'économie de marché, certes sous des formes variées et diverses**, comme mode de production, de distribution des richesses et d'épanouissement de l'être humain. La célébration du cinquantenaire, avec le bilan qui l'accompagne, mérite que cet oubli de l'histoire soit corrigé et que les valeureux dirigeants d'Afrique, indépendamment de leurs visions, soient reconnus comme tels et célébrés. Cet inventaire de l'histoire mérite d'être fait pour inspirer les dirigeants d'aujourd'hui, tout comme ceux de demain.

Après ce bref rappel historique, il est légitime d'identifier les acquis de 50 ans d'intégration, de mettre en lumière les défis, et d'indiquer la voie à suivre.

Plus de 50 ans d'intégration : les acquis

Nombreux sont les acquis en matière d'intégration en Afrique. Cependant, la faible cadence de l'intégration et la pauvreté rampante au sein de la majeure partie de la population africaine occultent pratiquement ces acquis. Ils existent pourtant bel et bien.

Les initiatives stratégiques

Tout le monde est unanime à reconnaître que s'agissant des initiatives stratégiques concourant à l'intégration, l'Afrique, à travers l'Union africaine, a été extrêmement prolifique. De nombreuses initiatives ont été lancées pour favoriser l'intégration du continent. L'OUA, créée en 1963, a élaboré une série de projets intégrateurs dont les plus significatifs se structurent autour du Plan d'Action et de l'Acte final de Lagos (1990); du Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine (adopté en 1991 et entré en vigueur en 1994); de la Déclaration de Sirte (1999) visant à raccourcir le délai prévu pour la réalisation de la Communauté économique africaine (AEC); et de l'Acte constitutif de l'UA (2000), texte fondateur de l'UA (créée en 2001 et lancée en 2002). Avec son avènement en 2002, l'UA, par l'entremise de son organe exécutif, la Commission, a lancé diverses initiatives à caractère intégrateur. Cela ressort clairement du tableau 1 ci-dessous.

Tableau 1 : Projets intégrateurs initiés par l'UA au titre des quatre piliers de son Plan stratégique

Pilier 1 Paix et Sécurité	Pilier 2 Intégration, Dével- oppement et Coopération	Pilier 3 Valeurs part- agées	Pilier 4 Renforcement des Institu- tions et des Capacités
Mise en place et fonctionnement d'un système d'alerte rapide des conflits (SARC)	Programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA)	Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance (2007)	Banque centrale africaine, basée à Abuja, au Nigeria
Programme des frontières de l'Union africaine (AUBP)	Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA)	Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption (2003)	Banque africaine d'Investissement, basée à Tripoli, en Libye

Pilier 1	Pilier 2	Pilier 3	Pilier 4
Initiative africaine de solidarité (L'Afrique aide l'Afrique)	Deuxième Décennie de l'éducation Plan d'action africain consolidé de la science et de la technologie	Charte africaine sur les valeurs et les principes du service public et de l'administration	Le Fond monétaire africain, basé à Yaoundé, au Cameroun
	Décennie de la Femme africaine Fonds pour les femmes africaines pour soutenir l'entrepreneuriat féminin	Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, relatif aux droits de la femme en Afrique	La Cour africaine de justice, basée à Arusha, en Tanzanie
	Plan d'action pour le développement industriel accéléré de l'Afrique		Parlement panafricain, basé à Johannesburg en Afrique du Sud
	Programme minimum d'intégration (PMI), dont le premier Plan d'action est estimé à environ 110 millions de dollars		Conseil économique, social et culturel (ECOSOCC)
	Programme en faveur de la jeunesse		
	Charte africaine de la statistique		
	Stratégie d'harmonisation des statistiques		

Source : Kouassi, 2012.

Plus de 50 Ans d'Intégration Africaine : Quel Bilan ?

A ces initiatives stratégiques vient s'ajouter depuis janvier 2015, « *l'Agenda 2063 : l'Afrique que nous voulons* ». Cette dernière-née des programmes de développement produits par les Africains et pour les Africains s'est même dotée d'un premier plan décennal de mise en œuvre. L'Agenda 2063 vise, entre autres, à traduire dans la réalité, la vision de l'Union africaine, à savoir : faire de l'Afrique un continent intégré économiquement et politiquement, un continent pacifié et prospère, géré par ses filles et ses fils et qui participe activement et effectivement à la co-gestion des affaires planétaires.

Les succès de la mise en œuvre du Traité d'Abuja

Les succès ne sont pas homogènes d'une CER à l'autre. L'hétérogénéité des avancées semble traduire le différentiel de volonté politique qu'il existe entre les dirigeants des régions africaines.

Au niveau de l'intégration proprement dite

Si l'on se réfère à la trajectoire de B. Balassa (1982), force est de reconnaître qu'après 50 ans d'efforts d'intégration, la plupart des CER sont dans la phase de l'union douanière. Celle-ci est effective à la Communauté des États de l'Afrique de l'Est (CAE), et entre certains pays de l'espace COMESA et dans la zone CEDEAO. En revanche, dans d'autres espaces intégrateurs, l'étape de l'union douanière est théoriquement acquise, mais tarde à se traduire dans les faits.

Par ailleurs, il est important de souligner que la CAE a même franchi l'étape du marché commun et s'emploie actuellement à réaliser une fédération politique et à créer sa monnaie unique, le Traité instituant la monnaie unique a été ratifié par tous les États membres. Par rapport à l'union douanière, il convient de rappeler que le Traité d'Abuja, feuille de route majeure de l'intégration africaine, l'envisage à l'échelle régionale au plus tard en 2017, et à l'échelle continentale au plus tard en 2019. Dès lors, les résultats déjà enregistrés par les CER pour y arriver portent à croire que, toutes autres choses étant égales, l'étape de l'union douanière sera certainement franchie à la date butoir indiquée dans ledit Traité. Le Traité d'Abuja envisage également l'avènement de la Communauté économique africaine (AEC) à l'horizon 2028 ou au plus tard en 2034. L'AEC est considérée comme l'étape ultime, voire la phase d'aboutissement de l'intégration continentale. Cette étape devrait être symbolisée, entre autres, par

Tableau 2 : Progrès accomplis

	CEDEAO	COMESA	CEEAC	IGAD	CENSAD	CAE*	SADC	Date*
Première étape (5 ans): Renforcer les CER	réalisé	réalisé	réalisé	réalisé	réalisé	réalisé	réalisé	1999
Deuxième étape (6ans): Coordonner et renforcer les activités et éliminer les barrières tarifaires et non-tarifaires	réalisé	réalisé	réalisé	X	réalisé	réalisé	réalisé	2007
Troisième étape (10 ans): Zone de libre échange	réalisé	X	X	X	X	réalisé	X	
Union douanière dans chaque CER	réalisé (janvier 2015)	réalisé (2009)	à fixer	à fixer	à fixer	réalisé	à fixer	2017
Au niveau continental								
Quatrième étape (2 ans): Union douanière continentale	non réalisé	non réalisé	non réalisé	non réalisé	non réalisé	non réalisé	non réalisé	2019
Cinquième étape (4 ans): Marché commun continental	non réalisé	non réalisé	non réalisé	non réalisé	non réalisé	non réalisé	non réalisé	2022
Sixième étape (5 ans): Union économique et monétaire continentale	non réalisé	non réalisé	non réalisé	non réalisé	non réalisé	non réalisé	non réalisé	2029

Note: *Date de réalisation dans le Traité d'Abuja. X représente l'étape actuelle de l'intégration de chaque CER. Tous les États membres ont déjà ratifié le Protocole d'établissement de l'Union Monétaire de l'Afrique de l'Est et approuvé la feuille de route de sa création.
Source : Commission de l'Union Africaine (CUA), 2012

Plus de 50 Ans d'Intégration Africaine : Quel Bilan ?

la création de la monnaie unique africaine, la mise en place d'un parlement panafricain élu au suffrage universel, l'établissement d'institutions financières solides; la libre circulation des personnes, des biens, des capitaux et des services, etc. Le tableau ci-dessous est illustratif du parcours réalisé par les CER quant à la mise en œuvre du Traité d'Abuja.

Au chapitre de la dotation en capacités institutionnelles

Le lancement de l'UA en 2002 a contribué à l'avènement de plusieurs institutions panafricaines au nombre desquelles figurent les suivantes :

1. Le Conseil de Paix et de Sécurité (CPS), dont le rôle dans la prévention des conflits, l'extinction des foyers de guerre, la consolidation de la paix, et la reconstruction des pays sortant de conflit, est hautement apprécié de tous;
2. La Cour africaine de Justice (à Arusha, en Tanzanie);
3. La Commission africaine de Droits de l'Homme et des Peuples (à Banjul, en Gambie);
4. La Banque africaine de Développement (BAD), créée en 1963 à Khartoum, au Soudan, et basée à Abidjan, en Côte d'Ivoire;
5. Le Parlement panafricain (PAP), en Afrique du Sud, qui est dans une phase transitoire, avec des membres désignés et non élus comme il est suggéré dans l'étape ultime du Traité d'Abuja;
6. La création (en cours) des trois institutions financières prévues à l'article 19 de l'Acte constitutif de l'UA, à savoir le Fonds monétaire africain (à Yaoundé, au Cameroun), la Banque africaine d'Investissement (à Tripoli, en Libye); et la Banque centrale africaine (à Abuja, au Nigeria).

Au niveau du partenariat avec le reste du monde

En 50 ans d'efforts de développement et d'intégration, l'Afrique n'est pas restée autarcique. Loin s'en faut; elle a diversifié son partenariat avec le reste du monde. Aujourd'hui, en sus de ses relations privilégiées avec l'ex-métropole, l'Afrique, par le truchement de la Commission de l'UA, a noué divers partenariats stratégiques avec le reste du monde. Les partenariats suivants sont assez illustratifs de cette nouvelle donne :

- Partenariat Afrique-Europe;
- Partenariat Chine-Afrique;
- Partenariat Inde-Afrique;
- Partenariat Corée du Sud-Afrique;
- Partenariat avec le Japon, symbolisé par la Conférence internationale de Tokyo pour le développement de l'Afrique (TICAD);
- Partenariat Afrique-Turquie;
- Partenariat Afrique-Amérique du Sud;
- Partenariat Afrique-États-Unis d'Amérique.

Toutefois, les succès susmentionnés, s'ils restent encourageants, ne cachent pas les difficultés, voire les domaines où l'Afrique peine encore à donner un coup d'accélérateur à son processus d'intégration. Aujourd'hui encore, d'énormes obstacles subsistent et persistent dans le temps. Ces obstacles, essentiellement endogènes, risquent, si l'on n'y prête attention, d'handicaper structurellement l'Afrique, pendant longtemps encore, dans ses efforts d'intégration économique et politique.

Ce que l'Afrique n'est pas parvenue à réaliser en 50 ans

L'Afrique peine encore dans de nombreux domaines. Mais pour les besoins du présent document, nous nous limiterons essentiellement à ceux qui vont suivre.

La libre circulation des personnes n'y est pas encore une réalité

Après plus de 50 ans d'efforts d'intégration, les Africains ne sont toujours pas libres de circuler à travers leur propre continent. Les visas d'entrée et de sortie exigés par la plupart des pays en sont la principale cause. Aujourd'hui, exception faite de la zone CEDEAO où les citoyens ont le droit d'aller et venir, sur simple présentation d'une carte nationale d'identité, tous les autres pays du continent exigent encore des visas d'entrée et parfois de sortie aux autres Africains qui ne sont pas leurs ressortissants. La question de la migration ne doit pas se poser

Plus de 50 Ans d'Intégration Africaine : Quel Bilan ?

seulement en direction des pays développés. Elle doit se poser aussi au niveau des pays africains. Pour un citoyen africain lambda, se rendre dans un autre pays africain (en dehors du sien) s'apparente à un parcours du combattant. Alors que la libre circulation des Africains au sein de leur continent constitue la manifestation, voire la démonstration la plus visible d'une intégration réussie. Chanter ubi et orbi que l'Union africaine est une union des peuples africains, alors même que ces peuples ne sont pas libres d'aller et venir dans l'espace géographique du continent, constitue une contradiction flagrante.

Le Financement des projets intégrateurs provient, dans son essentiel, de l'extérieur

Après un demi-siècle d'efforts d'intégration et d'autonomie en matière de conception, d'élaboration et d'application de stratégies et de politiques économiques, le fardeau financier de l'intégration africaine repose toujours sur les partenaires au développement de notre continent. L'Afrique n'est pas encore parvenue à exercer son autonomie vis-à-vis des sources de financement de sa croissance et de son développement. Les CER et l'UA recourent jusque-là aux apports extérieurs pour traduire dans la réalité l'essentiel de leurs programmes. Le tableau 3 ci-dessous, qui présente succinctement le budget programme de la Commission de l'UA, est assez révélateur du poids croissant des sources extérieures dans le financement des projets intégrateurs en Afrique.

Tableau 3 : Sources du Budget Programme de l'UA et ses organes (en millions de \$US)

Sources de budget	2007 (%)	2008 (%)	2009 (%)	2010 (%)	2011 (%)	2012 (%)	2013 (%)	2014 (%)	2015 (%)
État membres	13,4 (27)	14,7 (31)	11,3 (16)	11,2 (8)	10,2 (7,1)	7,6 (4,8)	5,4 (3)	6,4 (2.5)	8,9 (2)
Partenaires	36,3 (73)	32,4 (69)	57,4 (84)	133,7 (92)	134,2 (92,9)	151,7 (95,2)	155,3 (97)	250,9 (97.5)	370,55 (98)
Total	49,7 (100)	47,1 (100)	68,7 (100)	144,9 (100)	144,4 (100)	159,3 (100)	160,7 (100)	257,3 (100)	379,43 (100)

Source : Budget de l'UA, Années successives

Tableau 4 : Sources du budget total (Budget Programme + Budget de Fonctionnement) de l'UA et ses organes (en millions de \$US)

Sources de budget	2007 (%)	2008 (%)	2009 (%)	2010 (%)	2011 (%)	2012 (%)	2013 (%)	2014 (%)	2015 (%)
État membres	87,8 (71)	107,6 (77)	106,9 (65)	116,8 (47)	122,6 (48)	122,4 (45)	122,9 (44)	137,9 (35)	147,32 (28)
Partenaires	36,3 (29)	32,4 (23)	57,4 (35)	133,7 (53)	134,2 (52)	151,7 (55)	155,7 (56)	257,3 (65)	374,80 (72)
Total	124,1 (100)	140 (100)	164,3 (100)	250,5 (100)	256,8 (100)	274,1 (100)	278,2 (100)	395,2 (100)	522,12 (100)

Source : Budget de l'UA, Années successives

En dépit de l'immensité de ses ressources naturelles, l'Afrique n'arrive toujours pas à s'émanciper de l'implication excessive des partenaires dans le financement de son développement. À l'heure du bilan de 50 ans d'autonomie relative, les dirigeants africains doivent revisiter leur approche, voire leur vision de l'appropriation par l'Afrique de son destin. Trouver au sein de l'Afrique les leviers essentiels du financement des projets intégrateurs à l'échelle régionale et continentale fait partie de cette exigence d'appropriation. Refuser d'adhérer à cette logique reviendrait à confier l'Afrique et son destin aux partenaires extérieurs. Si tel devait être la règle, que deviendraient les souverainetés nationales si jalousement entretenues ?

Les micro-souverainetés ont la vie dure en Afrique

Les souverainetés nationales résistent encore à l'usure du temps. Et ce, en dépit de l'adoption et de la ratification, par les États nations, de nombreux traités, déclarations et décisions dont la mise en œuvre appelle à une cession partielle des souverainetés nationales aux institutions régionales et continentales. Le Traité d'Abuja, par exemple, largement ratifié par tous les pays, invite à mettre en place une union douanière, symbolisée par un tarif extérieur commun, et à adopter une monnaie unique. Dans cette perspective, il est tout à fait impossible qu'un pays appartienne à deux unions douanières et

Plus de 50 Ans d'Intégration Africaine : Quel Bilan ?

que deux monnaies circulent dans son espace géographique. En s'inscrivant donc dans la logique de la monnaie africaine, les pays acceptent *de facto* de transférer une partie de leur souveraineté à l'organisation continentale chargée de piloter ce projet. Pourtant, la conservation des souverainetés nationales s'avère aujourd'hui comme un des handicaps majeurs entravant le processus d'intégration régionale et continentale. Le repli sur soi semble devenir la règle qui tend à se généraliser en se renforçant, sous l'effet des crises économiques systémiques qui secouent l'économie mondiale depuis 2007. Comme corollaires à cette situation, les décisions prises à l'échelle nationale et continentale ne sont pas intégrées dans les législations nationales pour une mise en œuvre harmonieuse. De même, les institutions d'intégration souffrent d'un manque d'intérêt de la part des dirigeants africains plutôt enclins à s'appesantir sur l'assouplissement des contraintes domestiques.

L'unité continentale porte toujours les marques des antagonismes linguistiques hérités de la colonisation

Aujourd'hui, l'Afrique a recouvré toute son autonomie, voire son indépendance naguère confisquée par ses ex-colonisateurs. Toutefois, jusqu'à ce jour, les langues héritées de la colonisation ne finissent pas de diviser l'Afrique. Tout se passe comme si les Anglais, les Français, les Espagnols et les Portugais se livraient une bataille hégémonique, par l'Afrique interposée. Cette division linguistique a même marqué les esprits des Africains pour devenir une véritable barrière au succès de l'intégration économique et politique du continent. Il est donc grand temps de résoudre cette équation linguistique pour bâtir l'« *africaphonie* » autour d'une langue africaine. L'ex-Président du Mali, le Professeur A.O. Konaré, durant son mandat à la tête de la Commission de l'UA, avait proposé que le swahili³ soit enseigné partout en Afrique pour devenir la langue officielle des Africains. Il est même parvenu à faire accepter le swahili comme une des langues utilisées à l'occasion des Sommets des Chefs d'État et de Gouvernement. Cette idée chère au Professeur Konaré mérite l'attention des organes de décision de l'Union africaine. Si elle était admise, après une ou deux générations, elle pourrait constituer le fondement de cette « *africaphonie* ». Déjà, le swahili s'impose même comme une langue officielle au Kenya, en Tanzanie et à l'Est de la République démocratique du

3 Le swahili est parlé dans les pays suivant : Tanzanie, Kenya, l'Ouganda, Rwanda, Burundi et l'Est de la RDC.

Congo (RDC). Des observateurs affirment même que les succès enregistrés sur les fronts de l'intégration par la Communauté de l'Afrique de l'Est sont en partie dus au swahili, en tant que langue commune des pays membres. Les citoyens africains pourraient un jour se targuer d'être « *africaphones* ». L'unité continentale cesserait donc de souffrir de l'impact des querelles linguistiques dont les origines sont exogènes au continent.

Les statistiques, une priorité reconnue, mais négligée

Jusqu'à ce jour, les statistiques africaines sont hétérogènes d'un pays à l'autre, d'une région à l'autre. Chaque pays produit ses statistiques qu'il collecte et diffuse comme il l'entend. Il en est de même pour chaque région. Les méthodes de production, les normes et les nomenclatures sont loin d'être homogènes. En raison de cette situation, les agrégats économiques et sociaux et autres indicateurs ne sont comparables ni dans le temps, ni dans l'espace. En outre, les décideurs économiques et politiques, les chercheurs, les universitaires et autres utilisateurs de statistiques en Afrique n'utilisent que les données secondaires produites généralement par les Institutions de Bretton-Woods. L'Afrique élabore ses politiques publiques et privées, évalue ses performances économiques, appréhende ses indicateurs sociaux, etc. en se basant sur les statistiques produites hors du continent. En d'autres termes, elle continue d'utiliser les outils extérieurs pour évaluer ses faits sociaux et sociétaux, et ses phénomènes endogènes.

Or, comme le suggèrent certains observateurs, les statistiques véhiculent toujours le message de celui qui les a produites. Dans cette perspective, l'on peut attribuer à l'Afrique tous les maux planétaires, sans qu'elle soit capable de soutenir valablement la moindre contestation. Et pour cause, l'Afrique n'a pas la latitude de produire ses propres statistiques pour en démontrer le contraire ou pour réfuter les maux qu'on lui fait porter, parfois à son corps défendant. Et là où le bât blesse, c'est que l'Afrique ne dispose pas de données fiables, comparable dans le temps et dans l'espace, produites par elle-même pour réaliser ses prévisions conjoncturelles, dans tous les domaines de la vie économique et sociale. Aussi, adopte-t-elle continuellement des traités, des programmes et des projets dont le suivi et l'évaluation nécessitent la production des statistiques spécifiques que l'on ne retrouve point dans les recueils habituels de statistiques que les partenaires ont la générosité de mettre à sa disposition.

Plus de 50 Ans d'Intégration Africaine : Quel Bilan ?

Pour apporter une solution efficace et durable à cette déplorable situation, la Commission de l'Union africaine, par l'entremise du Département des Affaires économiques, a fait adopter par les Chefs d'État et de Gouvernement la Charte africaine de la Statistique et la Stratégie d'harmonisation des Statistiques. La ratification de la Charte sur laquelle repose la Stratégie n'implique aucun coût financier. Cependant, au moment de la finalisation du présent document, sept pays seulement sur 54 avaient déjà ratifié ladite Charte. Or, les procédures en vigueur à l'UA n'exigent que 15 ratifications pour que tout texte soumis à ratification entre en vigueur. Les multiples appels lancés par les présidents successifs de la Commission en faveur de la ratification de la Charte africaine de la Statistique sont jusqu'aujourd'hui restés vains.

L'Afrique commerce toujours peu avec elle-même

Le commerce intra-africain se chiffre aujourd'hui à environ 12% du volume des échanges du continent avec le reste du monde. En d'autres termes, plus de 80% de ses échanges se font avec les pays situés hors de son espace géographique. Beaucoup de salive et beaucoup d'encre ont déjà été consacrées à la résolution de la problématique du faible volume des échanges intra-africains. Les solutions suggérées ont été plusieurs fois mises au goût du jour. Et pourtant, le commerce entre pays africains ne parvient toujours pas à atteindre un niveau appréciable, ou même acceptable. Le *leitmotiv* des causes du faible niveau du commerce intra-africain résiderait, selon les analystes, dans la similitude de la structure des économies africaines et surtout dans la nature des exportations africaines : très peu transformées et essentiellement agricoles. Cependant, il est à noter que l'Afrique ne peut pas maximiser de la sorte les gains tirés du commerce international. Certes, tout le monde est unanime : il faut accroître les exportations. Mais les exportations non transformées produisent un impact très limité sur le reste de l'économie d'une nation donnée. Quand la Chine, l'Inde, le Brésil, etc. exportent, ce sont des biens industriels à très grande valeur ajoutée. L'impact produit sur les économies de ces pays est immense, en termes de création d'emplois, de génération de revenus et de profits, de compétitivité, et d'accroissement du bien-être des populations. De telles exportations sont de nature à consolider une économie et à la tirer vers la phase de l'émergence. Cet état de fait interpelle tous les décideurs économiques et politiques africains. Il les invite à prioriser l'industrialisation des économies africaines, sans laquelle l'Afrique restera, pendant longtemps encore, dans une posture d'assistée permanente.

Finalement, l'Afrique célèbre certes le cinquantenaire de son intégration, mais elle est loin d'atteindre son objectif de devenir un pays-continent économiquement et politiquement intégré. Beaucoup a été dit. Beaucoup a été fait. Beaucoup est en train d'être fait. Mais l'immensité de ce qui reste à faire invite à redoubler d'efforts et à clarifier les sujets dits tabous qui ont jusque-là un impact négatif sur l'unité continentale. De ce point de vue, l'on doit lucidement trancher les visions conflictuelles de Nkrumah et de J. Nyerere, en trouvant un équilibre réaliste entre elles pour mieux servir la cause de l'intégration continentale. Aussi, le triomphe sans partage de l'économie de marché, depuis la chute du mur de Berlin, appelle-t-il à taire, à jamais, les oppositions de nature idéologique qui ont produit des marques sur la façade de l'intégration continentale. Aujourd'hui, le monde entier est pro-capitaliste, y compris la Chine de Mao Sé Toung. Les ingrédients du capitalisme sont utilisés par toutes les économies, à l'échelle planétaire, pour procurer bonheur et bien-être à leurs populations. Le rôle de plus en plus prépondérant des Institutions de Bretton-Woods, et particulièrement du FMI, dans ces économies en est une illustration assez édifiante.

Faisant donc le bilan des 50 dernières années et ouvrant de nouvelles perspectives pour le prochain demi-siècle, l'Afrique, à travers ses dirigeants et l'ensemble de ses filles et de ses fils, doit accepter de se projeter dans l'avenir, avec une nouvelle vision plus cohérente, plus pragmatique, voire plus réaliste. Pour ce faire, elle doit s'autoriser un droit d'inventaire dont le but est d'éviter les erreurs du passé pour mieux gérer le présent et mieux maîtriser le futur. En effet, comme le suggère Aimé Césaire, « *le plus court chemin qui mène vers l'avenir passe par le passé* ».

Une fois le diagnostic ou l'inventaire bien fait, le cap doit être mis sur la réalisation des objectifs suivants :

- Nourrir les populations africaines à partir de l'agriculture africaine;
- Réussir à tout prix l'intégration économique et politique;
- Partager les souverainetés nationales pour mieux construire la souveraineté africaine, lui donner un véritable contenu et mieux la défendre;
- Se doter, en la généralisant, d'une culture du respect de la parole donnée, voire d'une culture de la mise en œuvre des décisions prises;

Plus de 50 Ans d'Intégration Africaine : Quel Bilan ?

- Emmener les citoyens africains à penser d'abord Afrique (comme un pays-continent) avant de penser « *micro-pays* »;
- Industrialiser l'économie africaine;
- Maîtriser la science et la technologie, à travers l'éducation et la formation des fils et filles du continent;
- Trouver au sein de l'Afrique le mécanisme de financement de sa croissance et de son développement;
- Pacifier le continent sur les cendres du tribalisme, de l'ethnocentrisme et du confessionnalisme religieux;
- Rationaliser le partenariat avec le reste du monde;
- Adopter et vulgariser les vertus de la bonne gouvernance économique et politique;
- Relever tous les défis de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 des Nations Unies sur les objectifs du développement durable;
- Traduire dans les faits « *l'Agenda 2063 : l'Afrique que nous voulons* » de l'Union africaine.

D'autres diraient que les recettes proposées (elles ne sont pas exhaustives) sont déjà connues. À ceux-là, nous rétorquons en arguant que tant que l'Afrique n'est pas sortie de l'ornière du sous-développement chronique, de la pauvreté et de la misère, ces recettes restent d'actualité. Tant qu'elles sont d'actualité, l'on ne doit pas se lasser de les rappeler, de les répéter et de susciter une mobilisation d'opinions autour d'elles. En effet, comme le dit l'adage, « *tant que l'on continue de marcher, les bras ne cessent de balancer* ».

Somme toute, il est à retenir que l'intégration demeure la voie que l'Afrique est contrainte d'emprunter pour pouvoir relever tous les défis du développement durable. Une autre piste s'avérerait contre-productive et installerait, à jamais, l'Afrique dans le cul-de-sac de l'extrême pauvreté et la misère. Accélérer le processus d'intégration par l'entremise de la mise en œuvre de l'Agenda 2063 doit demeurer la priorité des priorités pour tous les leaders africains.

Bibliographie

Balassa, B., 1982. *Development Strategies in Semi-Industrial Economies*. Baltimore et Londres : Johns Hopkins Press.

Commission de l'Union Africaine (CUA), 2012. Site officiel. Disponible en ligne : <<http://www.au.int/en/commission>> [Consulté le 13 juin 2016].

Kassé, M., 2007. Processus de l'intégration en Afrique: approche par le bas/ approche par le haut. *The Bulletin of the Fridays of the Commission*, Vol. 1, No. 1, pp.41-48.

Kouassi, R.N., 2015. *L'Afrique, un géant qui refuse de naître*. Paris : l'Harmattan.

Kouassi, R.N., 2012. *Les défis du développement de l'Afrique contemporaine*. Paris : l'Harmattan.

Kouassi, R.N., 2011. Long-term ways China should underpin its aid to Africa. *Europe's World*, Autumn, pp.91-96.

Kouassi, R.N., 2008. *Les chemins du développement de l'Afrique*. Paris : l'Harmattan.

Oloo, A., 2007. The Quest for United States of Africa: top-down or bottom-up approach. *The Bulletin of the Fridays of the Commission*, Vol. 1 No. 1, pp.2-33.

Union Africaine (UA), n.d. Budget de l'UA, années successives.

Dr. René N'Guettia Kouassi has been Director of the Department of Economic Affairs of the African Union Commission since July 2004. Before he served, among others, as Deputy Chief of Staff of the Secretary General of the Organization of African Unity (OAU) and as Director of Cabinet of the interim President of the African Union Commission. Dr. Kouassi holds a doctorate in economics (Ph.D.) and a third degree doctorate in development economics.

René N'Guettia Kouassi

More Than 50 Years of African Integration: The State of Play

In 2013, African leaders celebrated the fiftieth anniversary of African integration. After that major event, it is quite legitimate that the sons and daughters of the continent of all social segments, wonder about the achievements of integration, namely its challenges and prospects. Where are we after more than half a century of integration efforts? Have the results obtained met expectations or merely kept up with the original goals? Have the stakeholders of the integration process fully played their role? What are the real achievements? What are the challenges to be addressed? What approach should be adopted to overcome them in an effective and sustainable manner? After fifty years of efforts invested, first within the Organization of African Unity (OAU), and subsequently within the African Union (AU), can Africans be proud of the results achieved? Do they still have the hope of one day seeing their continent economically and politically integrated? Or are an increasingly large number becoming pessimistic, and fearing that the hope is gradually fading away, and that the dream of a united and prosperous continent-country will never become a reality? The questions are all well founded, and are worth analyzing in order to better grasp all the aspects of integrations issues. This would allow us to be in a better position to formulate responses to the challenges arising and mobilize Africans to find within the continent all the controls for the regional and continental integration processes. However, before that it would definitely be appropriate to highlight a few issues that could be described as “*outstanding issues*”, and which clearly have a positive or negative impact on the African integration process.

Clarifying Taboo Issues

Today, on the eve of the fiftieth anniversary, there should be no issues that are taboo. All issues deserve to be tabled and effective and sustainable solutions should be found to them. Among these taboos are the Nyerere and Nkrumah approaches. Which approach appears to be more appropriate to meet the continent's integration needs? In other words, which approach could have ensured, or held elements that could guarantee Africa's success in its economic and political integration efforts?

It should be recalled that at the time of selecting the approach to be adopted for Africa's economic and political integration, there were two schools of thought: the first, attributed to what was termed the radical wing of pan-Africanism, spearheaded by the Founding Father of Ghana, Dr. K. Nkrumah¹, while the second, presented as that of the moderates, was led by the Founding Father of Tanzania, Mwalimu Julius Nyerere². President J. Nyerere of Tanzania, the champion of the second school of thought, was a fervent proponent of the "step-by-step" approach. He was a staunch defender of the "progressive" approach, also known as the "bottom-up approach", which consisted of building continental integration starting from the regional level. Thus, various regions of the continent, through the Regional Economic Communities (RECs), were first to work towards their integration and development, before envisaging integration at the continental level. That approach prevailed over the radical school of thought, and inspired all the efforts undertaken to date to promote regional and continental integration. Was Nyerere right or was he wrong? The celebration of the fiftieth anniversary of the African Union provides an opportunity to attempt to answer that question.

With regard to Dr. K. Nkrumah's approach, it consisted of going immediately, there and then, from the economic and political integration of already independent states to forming the United States of Africa. President Nkrumah understood that if it was not carried out immediately, in the future the micro-sovereignty of micro-states would become a real obstacle to the success of the continent's economic and political integration. Among other things, K. Nkrumah

1 That school of thought included, among others, Dr. K. Nkrumah, Sekou Touré (Guinea), Modibo Keita (Mali). It was regarded as "radical" (cf. Oloo, 2007; Kassé, 2007).

2 The second school of thought, led by M. J. Nyerere, comprised, among others, T. Balewa (Nigeria); W. Tubman (Liberia); L.S. Senghor (Senegal); F.H. Boigny (Côte d'Ivoire).

proposed the immediate establishment of a pan-African army, as well as the creation of a single African currency, etc. Were Nkrumah's fears at the time justified or was he wrong? The stock-taking of the fiftieth anniversary should also cover all aspects, both the theoretical and the practical of these questions. The Nkrumah approach rather than the Nyerere approach? The issue should be resolved once and for all, thus providing an adequate diagnosis, leading to the formulation of more consistent, ambitious, pragmatic and effective integration policies.

Furthermore, another issue that should be resolved is the opposition between the pro-capitalists and the pro-socialists. This opposition appears to be more of an ideological confrontation between the capitalist and the socialist movements. The first movement, embodied in countries like Côte d'Ivoire and Kenya, among others, recommended the market economy as the best means of emancipating African people. According to that movement, capitalism, in any form, had all the advantages for speeding up the socio-economic development of African countries. The political leaders of that era such as F.H. Boigny (Côte d'Ivoire), King Hassan II (Morocco), H. Bourguiba (Tunisia) etc., were the eulogists of such an approach. Were they right or wrong? Here again, these are questions that require answers, thanks to the stock-taking of the fiftieth anniversary of the African Union. The second movement, that of the pro-socialists, presented socialism as the philosophy to be adopted, and the way forward in order to achieve development and the wellbeing of African populations. Here, the socialism inspired by the bolshevism of the former Soviet Union was meant to free Africans from the exploitation and domination of the West, the undisputed bastion of capitalism. The African leaders who were instilled with that hope, included, J. Nyerere, Sekou Touré, Nasser, K. Nkrumah, etc. Were they right or wrong? Here also, the implementation of socialist policies should be meticulously analyzed.

Why is it Important to Resolve the Taboo Issues?

It should be pointed out that Africa suffered from the debate over the Nyerere or Nkrumah school of thought, or the pro-capitalist or the pro-socialist movement, resulting in divergences that had an impact on the continent's development and unity. This should be taken into account in the review of a half-century of integration efforts. Initially, the Nyerere school of thought prevailed over that of

More Than 50 Years of African Integration: The State of Play

Nkrumah. In 2007, at the Accra Summit, at the end of a debate that was fierce, but rich in lessons, on the status of African integration, Nyerere's philosophy dominated once again. Following that debate, African leaders reached a consensus on the type of Africa that should be built: the United States of Africa. They all recognized that there was a need to establish the United States of Africa, but that it should be carried out progressively, slowly but surely, based on the success of the RECs. However, the achievements in the areas of regional and continental integration, the challenges encountered, the constraints linked to globalization, etc., required that the approach adopted be reconsidered. The "*radical*" approach should be revisited in order to obtain tools or elements from it that could produce a considerable positive effect on the African integration process.

For our part, we feel that it is high time the two approaches were reconciled, in order to find a realistic balance between them so as to better understand the problems of continental integration. Nyerere and Nkrumah were two illustrious sons of Africa. They each had a profound love for their continent, and devoted the better part of their lives to its emancipation. Consequently, finding a realistic balance between the visions they embodied, could contribute to getting to the bottom of the issue and speeding up the pace of continental integration. If the debate is not resolved once and for all, present and future generations of Africans will continue to struggle for a long time in order to achieve the dream of the United States of Africa, whose fulfilment is the hope of all the sons and daughters of the Continent.

Moreover, the debate between pro-capitalists and pro-socialists should come to an end. The rallying of African countries around capitalist and socialist ideologies has undoubtedly affected the continent's unity. The worst thing is that neither the pro-capitalists nor the pro-socialists have ever been able to establish the required conditions for the emergence of their ideological choice. The "*capitalists without capital*" and the "*socialists without wealth to share*" have therefore become stereotypes that are a source of humor for many comedians.

Today, with the monopoly of the market economy, symbolized by globalization, which African leader can still pride himself on socialism? All African countries, regardless of the types of regimes in power, have recourse to the Bretton Woods Institutions, particularly the International Monetary Fund (IMF), whose conditionalities for loans leave no room for a socialist economy. If the past was to be assessed, it could be said, without being biased, that the pro-capitalist

leaders were better able to position their countries on the road to progress, with remarkable performances, even becoming undisputed benchmarks or references for the political class, irrespective of ideology, indeed, real icons in Africa. If that is actually the case, it should be reflected in the historical acknowledgement of those leaders in the Annals of the African Union. Nowadays, we have developed the habit in the African Union of only lauding the historical figures of the “*radical*” wing of Pan-Africanism, forgetting the others, though they carried out actions and realized works that are noteworthy. Their actions and works positioned their countries on the path commonly trodden today by virtually all countries and regions of the world, namely, that of market economy, in diverse forms, such as production mode, that of distribution of wealth and full development of human beings. The celebration of the fiftieth anniversary, together with its accompanying stock-taking exercise, should be an opportunity for this historical omission to be rectified, and the valiant African leaders, independent of their vision, should be recognized and honored. The inventory of history is worth undertaking in order to inspire the present and future leaders.

After the brief historical recap, it is appropriate to identify the achievements of fifty years of integration, highlight the challenges, and indicate the way forward.

50 Years of Integration: Achievements

Much has been achieved in the area of integration in Africa. However, the slow pace of integration and the rampant poverty among the majority of African people has virtually overshadowed these achievements. Nonetheless, they do exist.

Strategic Initiatives

It is unanimously recognized that Africa, through the African Union, has been extremely prolific in the area of strategic initiatives geared towards integration. Many initiatives have been launched to promote the Continent's integration. The OAU, which was established in 1963, expanded a series of integrating projects, the most significant of which were structured around the Plan of Action of the Final Act of Lagos (1990); the Abuja Treaty Establishing the African Economic Community (adopted in 1991 and entered into force in 1994); the Sirte Declaration (1999) aimed at reducing the timeframe for the realization of the African Economic

More Than 50 Years of African Integration: The State of Play

Community (AEC); and the Constitutive Act of the African Union (2000), the founding text of the African Union (established in 2001 and launched in 2002). After its inception in 2002, the AU, through its executive body the Commission, launched various initiatives for integration, as is clearly shown in the table below.

Table 1: Integrating Projects Initiated by the AU under the Four Pillars of its Strategic Plan

Pillar 1 Peace and Security	Pillar 2 Integration, Development and Cooperation	Pillar 3 Shared Values	Pillar 4 Institution and Capacity Building
Establishment and operationalization of a Conflict Early Warning System (CEWS)	Program for Infrastructure Development in Africa (PIDA)	African Charter on Democracy, Elections and Governance (2007)	African Central Bank based in Abuja, Nigeria
African Union Border Program (AUBP)	Comprehensive Africa Agriculture Development Program (CAADP)	African Union Convention on Preventing and Combating Corruption (2003)	African Investment Bank based in Tripoli, Libya
African Solidarity Initiative (Africa helping Africa)	Second Decade of Education for Africa Africa's Science and Technology Consolidated Plan of Action	African Charter on Values and Principles of Public Service and Administration	African Monetary Fund based in Yaoundé, Cameroon
	African Women's Decade African Women's Entrepreneurial Fund	Protocol to the African Charter on Human and Peoples' Rights on the Rights of Women in Africa	African Court of Justice based in Arusha, Tanzania

Pillar 1	Pillar 2	Pillar 3	Pillar 4
	Action Plan for the Accelerated Industrial Development of Africa		Pan-African Parliament based in Johannesburg, South Africa
	Minimum Integration Program (MIP), whose first plan of action is estimated at about 110 million dollars		Economic, Social and Cultural Council (ECOSOCC)
	African Union Youth Program		
	African Charter on Statistics		
	Strategy for the Harmonization of Statistics in Africa		

Source: Kouassi, 2012

Added to these strategic initiatives, since January 2015, is the “*Agenda 2063: The Africa we want*”. This latest addition to the development programs prepared by Africans and for Africans, even has an initial ten year implementation plan. The Agenda 2063 aims, inter alia, at translating into reality the vision of the African Union, namely, to make Africa an economically and politically integrated continent, which is peaceful and prosperous, managed by its sons and daughters and which contributes actively and effectively to the co-management of the world affairs.

Successes in the Implementation of the Abuja Treaty

The successes vary from one REC to the other. The heterogeneous progress seems to reflect the differential in political will that exists between the leaders of African regions.

In Terms of Actual Integration

If we refer to the trajectory of B. Balassa (1982), it must be acknowledged that after fifty years of integration efforts, most of the RECs are in the customs union stage. This is effective in the East African Community (EAC), and among some states in the COMESA space. In the ECOWAS region and other integrating spaces, the customs union phase is theoretically established, but is yet to be applied in practical terms.

Furthermore, it is important to point out that the EAC has even reached the common market stage and is currently working to achieve a political federation and establish a single currency. With regard to the customs union, it should be recalled that the Abuja Treaty, which is the major roadmap for African integration, envisages it at the regional level by 2017 at the very latest, and at the continental level by 2019 at the latest. The results achieved by the RECs towards their achievement therefore seem to indicate that all other things being equal, the customs union stage will certainly be attained by the deadline fixed in the Treaty. The Abuja Treaty also envisages the advent of the African Economic Community (AEC) by 2028 or 2034 at the very latest. The AEC is considered the ultimate stage for the achievement of continental integration. That stage should be symbolized, among other things, by the establishment of a single African currency, the establishment of the Pan-African Parliament elected by universal suffrage, the establishment of sound financial institutions, free movement of persons, goods, capital and services, etc.

Table 2: Achieved Progress

	ECOWAS	COMESA	ECCAS	IGAD	CENSAD	EAC*	SADC	Date*
First step (5 years): Strengthen the RECs	completed	completed	completed	completed	completed	completed	completed	1999
Second step (6 years): Coordinate and strengthen activities and eliminate tariff and non-tariff barriers	com- pleted	completed	com- pleted	X	com- pleted	com- pleted	com- pleted	2007
Third step (10 years): Free Trade Area	completed	X	X	X	X	com- pleted	X	
Customs Union in each REC	completed (Jan.2015)	completed (2009)	to be fixed	to be fixed	to be fixed	com- pleted	to be fixed	2017
At the continental level								
Fourth stage (2 years): Continental Customs Union	not completed	not com- pleted	not com- pleted	not com- pleted	not com- pleted	not com- pleted	not com- pleted	2019
Fifth stage (4 years): Continental Common Market	not completed	not com- pleted	not com- pleted	not com- pleted	not com- pleted	not com- pleted	not com- pleted	2022
Sixth stage (5 years): Continental Economic and Monetary Union	not completed	not com- pleted	not com- pleted	not com- pleted	not com- pleted	not com- pleted	not com- pleted	2029

* Completion Date in the Abuja Treaty. X represents the current stage of integration of each REC. * All Member States have already ratified the Protocol establishing the Monetary Union of East Africa and approved the roadmap of its creation. Source: AU Commission, 2012

In Terms of Institutional Capacity Building

The launching of the African Union in 2002 contributed towards the establishment of several pan-African institutions, including the following:

1. The Peace and Security Council (PSC), whose role in conflict prevention, neutralizing potential sources of war, consolidation of peace and reconstruction of countries emerging from conflict, is highly appreciated by all;
2. The African Court of Justice (in Arusha, Tanzania);
3. The African Commission on Human and Peoples' Rights (in Banjul, The Gambia);
4. The African Development Bank (AfDB), established in 1963 in Khartoum, The Sudan, and based in Abidjan, Côte d'Ivoire;
5. The Pan-African Parliament (PAP), in South Africa, which is in a transition phase, with members appointed rather than elected as was proposed in the final stage of the Abuja Treaty;
6. The on-going establishment of the three financial institutions provided for under Article 19 of the Constitutive Act of the African Union, namely the African Monetary Fund (in Yaoundé, Cameroon), the African Investment Bank (in Tripoli, Libya), and the African Central Bank (in Abuja, Nigeria).

In Terms of Partnership with the Rest of the World

Africa has not remained self-sufficient during fifty years of integration efforts. On the contrary, it has diversified its partnership with the rest of the world. Today, in addition to its privileged relations with its former colonizers, Africa, through the AU Commission, has built various strategic partnerships with the rest of the world. The following partnerships are representative of this new order:

- Africa-Europe Partnership;
- China-Africa Partnership;
- India-Africa Partnership;
- South Korea-Africa Partnership;

- Partnership with Japan, symbolized by the Tokyo International Conference on African Development (TICAD);
- Africa-Turkey Partnership;
- Africa-South America Partnership;
- Africa-United States of America Partnership.

Although the above successes are encouraging, there are difficulties or areas where Africa is still struggling to give an additional boost to its integration process. Today, huge obstacles persist with time. The obstacles, which are essentially endogenous, could, if precautions are not taken, structurally handicap Africa for a long time to come, in its economic and political integration efforts.

What Africa Has Been Unable to Achieve in 50 Years

Africa is still struggling in many areas. However, for the purpose of this document, we will limit ourselves essentially to the following:

Free Movement of Persons is Not Yet a Reality

After more than fifty years of integration efforts, Africans still cannot move freely within their own continent. The entry and exit visas required by most countries are the main cause. Today, with the exception of the ECOWAS region where citizens have the right to come and go, simply by presenting a national identity card, all other countries on the continent still require entry visas, and sometimes exit visas, for other Africans who are not citizens of their country. The issue of migration should not arise only for developed countries. It should also be raised at the level of African countries. For an ordinary African citizen, travelling to another African country resembles an obstacle course, whereas free movement of Africans within their continent constitutes the manifestation or even the most visible demonstration of successful integration. Announcing to the world that the African Union is a union of African peoples when those same people are not free to come and go within the continent's geographical space, is an obvious contradiction.

The Bulk of Funding for Integrating Projects Comes from Outside the Continent

After half a century of integration efforts and autonomy in terms of design, elaboration and application of economic strategies and policies, the financial burden of African integration still rests on our continent's development partners. Africa has not yet been able to exercise autonomy with regard to sources for funding its growth and development. Still today, the RECs and the AU have reliance on external sources to translate most of their programs into reality. Table 3 below, which briefly presents the program budget of the AU Commission, clearly reveals the increasing weight of external sources in financing integrating projects in Africa.

Table 3 : Sources of Budget Program of the AU and its Organs (in millions of \$US)

Budget sources	2007 (%)	2008 (%)	2009 (%)	2010 (%)	2011 (%)	2012 (%)	2013 (%)	2014 (%)	2015 (%)
Member states	13,4 (27)	14,7 (31)	11,3 (16)	11,2 (8)	10,2 (7,1)	7,6 (4,8)	5,4 (3)	6,4 (2.5)	8,9 (2)
Partners	36,3 (73)	32,4 (69)	57,4 (84)	133,7 (92)	134,2 (92,9)	151,7 (95,2)	155,4 (97)	251,0 (97.5)	370,6 (98)
Total	49,7 (100)	47,1 (100)	68,7 (100)	144,9 (100)	144,4 (100)	159,3 (100)	160,7 (100)	257,4 (100)	379,4 (100)

Source: AU budget, successive years, partly rounded

Table 4 : Sources of Total Budget (Budget program + Operating Budget) of the AU and its Organs (in millions of \$US)

Budget sources	2007 (%)	2008 (%)	2009 (%)	2010 (%)	2011 (%)	2012 (%)	2013 (%)	2014 (%)	2015 (%)
Member states	87,8 (71)	107,6 (77)	106,9 (65)	116,8 (47)	122,6 (48)	122,4 (45)	122,9 (44)	137,9 (35)	147,3 (28)
Partners	36,3 (29)	32,4 (23)	57,4 (35)	133,7 (53)	134,2 (52)	151,7 (55)	155,4 (56)	257,3 (65)	374,8 (72)
Total	124,1 (100)	140 (100)	164,3 (100)	250,5 (100)	256,8 (100)	274,1 (100)	278,2 (100)	395,2 (100)	522,1 (100)

Source: AU budget, successive years, partly rounded

In spite of its wealth of natural resources, Africa is still unable to free itself from the excessive involvement of partners in funding its development. At the time of reviewing fifty years of relative autonomy, African leaders should revisit their approach or their vision of Africa by taking charge of its future. Finding the essential levers for financing integration projects at regional and continental levels is part of the ownership requirement. Refusing to adhere to this logic would be tantamount to entrusting Africa and its future to external partners. If that should be the case, what would become of the sovereignty that has been so carefully guarded?

Micro-sovereignty still Prevails in Africa

National sovereignty has stood the test of time, despite the adoption and ratification by Nation States of numerous treaties, declarations and decisions whose implementation calls for the partial transfer of national sovereignty to regional and continental institutions. The Abuja Treaty for instance, which was widely ratified by all countries, calls for the establishment of a customs union, symbolized by a common external tariff, and for the adoption of a single currency. In that context, it is absolutely impossible for a country to belong to two customs unions and for two currencies to circulate in its geographical space. Therefore, in line with the establishment of an African currency, countries should *de facto* agree to transfer part of their sovereignty to the continental organization in charge of steering the project. Yet, the conservation of national sovereignty is now proving to be one of the major obstacles to the regional and continental integration process. Turning in upon oneself appears to have become the rule, a trend that is becoming generalized due to the effects of the systemic economic crises that have shaken the global economy since 2007. As a result of the situation, decisions taken at national and continental levels are not integrated into national laws for smooth implementation. In addition, integrating institutions suffer from a lack of interest on the part of African leaders who tend to focus more on easing domestic constraints.

Continental Unity is still Marked by Linguistic Antagonisms Inherited from the Colonial Era

Today, Africa has regained its full autonomy and its independence, which in the past was allocated by its former colonial masters. Yet, to date, the languages inherited from the colonial era continue to divide Africa. Everything happens as though the British, the French, the Spanish and the Portuguese were waging a hegemonic war through Africa. The linguistic division has marked the spirits of Africans to the extent of becoming a real obstacle to the success of the continent's economic and political integration. It is therefore high time that the linguistic problem was resolved in order to establish "*Africaphony*" based on an African language. The former President of Mali, Professor A.O. Konaré, during his term of office at the helm of the AU Commission, had proposed that Swahili³ should be taught throughout Africa thus becoming the official language of Africans. He was able to have Swahili accepted as one of the languages used during the Assembly of Heads of State and Government. This idea, which was cherished by Professor Konaré deserves the attention of the decision-making bodies of the African Union. Should it be accepted, after one or two generations, it could serve as the basis for "*Africaphony*". Already, Swahili has gained dominance as the official language in Kenya, Tanzania and in the East of the Democratic Republic of Congo (DRC). Observers state that the success recorded in the area of integration by the East African Community is partly due to Swahili as a common language shared by member countries. African citizens could one day pride themselves on being "*Africaphones*". Continental unity will then cease to suffer from the impact of linguistic disputes, which originate from outside the continent.

Statistics, an Acknowledged but Neglected Priority

At this time African statistics vary from one country to the other and from region to region. Each country produces its own statistics, which it collects and disseminates as it pleases. The same applies for every region. The methods of production, standards and nomenclature are far from being homogeneous. As a result, economic and social aggregates, as well as other indicators are not comparable in time or space. Furthermore, economic and political policy

3 Swahili is spoken in the following countries: Tanzania, Kenya, Uganda, Rwanda, Burundi and in the East of the Democratic Republic of Congo.

makers, researchers, academics and users of statistics in Africa, only use secondary statistics generally produced by the Bretton Woods Institutions. Africa expands its public and private sector policies, evaluates its economic performances, and assesses its social indicators, etc., on the basis of statistics produced outside the continent. In other words, it continues to make use of external tools to evaluate its social and societal facts as well as its endogenous phenomena. However, as suggested by some observers, statistics always bear the message of those that produce them. Consequently, Africa can be accused of all the ills of the world without being in a position to sustain any valid protests. And with good reason because Africa does not have the position to produce its own statistics in order to prove the contrary or to refute the ills it is said to bear, often unwillingly. Where the problem lies is that Africa does not have reliable data that is comparable in time and space, produced by Africa in order to make its combined predictions in all areas of economic and social life. It therefore repeatedly adopts treaties, programs and projects, whose monitoring and evaluation require the production of specific statistics, which can usually not be found in the standard statistics collections, which the partners have the generosity to make available. In order to find an effective solution to this deplorable situation, the African Union Commission, through its Economic Affairs Department, had the African Charter on Statistics and the Strategy for the Harmonization of Statistics in Africa adopted by the Assembly of Heads of State and Government of the African Union. The ratification of the Charter on which the Strategy is based has no financial implications. However, at the time of finalizing this document, only 7 out of 54 Member States had ratified the Charter. According to the procedures in force in the African Union, 15 ratifications are required in order for a text submitted for ratification to enter into force. Many appeals have been made by successive Chairpersons of the Commission to promote the ratification of the African Charter on Statistics, which to date have been in vain.

Intra-African Trade is still Poor

Intra-African trade amounts to approximately 12% of the volume of the continent's trade with the rest of the world. In other words, more than 80% of its trade is carried out with countries outside its geographical space. Much has already been written and said about resolving the issue of the low volume of intra-African trade. The solutions proposed have been updated frequently, yet

More Than 50 Years of African Integration: The State of Play

trade between African countries has still not reached a substantial or even an acceptable level. The underlying causes of the low level of intra-African trade reside, according to analysts, in the similarity of African economic structures and above all in the nature of African exports: there is very little processed and essential agricultural products. It should however be noted that in this way Africa cannot maximize the benefits derived from international trade. Admittedly, it is unanimously agreed that exports should be increased, but unprocessed exports produce an extremely limited impact on the rest of the economy of a given nation. When China, India, Brazil, etc. export, they export industrialized goods, with an extremely high added value. The impact produced on the economies of those countries is immense in terms of job creation, generation of revenue and profits, competitiveness, and increasing the wellbeing of the people. Such exports are the type that can consolidate an economy and steer it towards the emergence phase. This state of affairs poses a challenge to all African economic and political decision-makers. It requires that they prioritize the industrialization of failing African economies, which will remain for a long time to come, in a continent permanently needing assistance.

Finally, while Africa is celebrating fifty years of integration, it is still a long way from achieving its objective of becoming an economically and politically integrated continent-country. Much has been said and much is being done, but the immensity of what is left to be done calls for a redoubling of efforts and the clarification of issues considered as taboo, which until now have had a negative impact on the unity of the continent. In that context, the conflicting visions of Nkrumah and J. Nyerere should be clearly resolved, by finding a realistic balance between the two visions in order to better serve the cause of continental integration. The unchallenged triumph of the market economy since the fall of the Berlin Wall calls for a definitive end to the ideological oppositions, which marked the face of continental integration. Today, the whole world is pro-capitalist, including the China of Mao Tse Tung. Elements of capitalism are used by all economies at the global level, to cater to the happiness and wellbeing of the people. The increasingly dominant role of the Bretton Woods Institutions, particularly the IMF, in those economies is a rather enlightening illustration.

In taking stock of the past fifty years and opening up new perspectives for the next half century, Africa, through its leaders, and all its sons and daughters, should resolve to cast itself into the future, with a new vision that is more consistent and pragmatic, as well as realistic. In order to do so, it should give itself the right to think with a view to avoid past errors so as to better manage the

present and control the future. For, as suggested by Aimé Césaire, “*the shortest road to the future is always the one that goes through the past*”.

Once the diagnosis or the inventory has been well carried out, the course should then be set towards the attainment of the following objectives:

- Feed African populations through African agriculture;
- Successfully complete the economic and political integration process at all costs;
- Share national sovereignty in order to facilitate the establishment of African sovereignty, give it real substance and better protect it;
- Endow the Continent, by generalizing it, with a culture of keeping our word, that is, a culture of implementing decisions taken;
- Encourage African citizens to think Africa first (as a continent-country) before thinking “micro-country”;
- Industrialize the African economy;
- Master science and technology through education and training of the sons and daughters of the Continent;
- Find within Africa the mechanism for financing its growth and development;
- Conciliate the Continent over the ashes of tribalism, ethnocentrism and religious sectarianism;
- Rationalize partnership with the rest of the world;
- Adopt and popularize the virtues of good economic and political governance.

Some might say that the formulas proposed (they are not exhaustive), are already well known. Our response to them is that as long as Africa has not extricated itself from the rut of chronic under-development, poverty and misery, the formulas remain valid. In addition, as long as they remain valid, we should continue to recall and repeat them, and mobilize the public over them, for there is an adage, which says that as long as we continue to walk, the arms will continue to swing.

More Than 50 Years of African Integration: The State of Play

After all, it must be remembered that integration remains the way that Africa is forced to take in order to take up all the challenges of sustainable development. Another direction would be counter-productive and would entrench Africa, forever, in the cul-de-sac of extreme poverty and misery. To speed up the integration process, the implementation of Agenda 2063 must remain the top priority for all African leaders.

Bibliography

African Union (AU), n.d. Budget of AU, Successive years.

African Union Commission (AUC), 2012. Official Website. Available at: <<http://www.au.int/en/commission>> [Accessed 13 June 2016].

Balassa, B., 1982. *Development Strategies in Semi-Industrial Economies*. Baltimore and London : Johns Hopkins Press.

Kassé, M., 2007. Processus de l'intégration en Afrique: approche par le bas/ approche par le haut. *The Bulletin of the Fridays of the Commission*, Vol. 1, No. 1, pp.41-48.

Kouassi, R.N., 2015. *Africa, A giant that refuses to take off*. Paris: l'Harmattan.

Kouassi, R.N., 2012. *Les défis du développement de l'Afrique contemporaine*. Paris: l'Harmattan.

Kouassi, R.N., 2011. Long-term ways China should underpin its aid to Africa. *Europe's World*, Autumn, pp.91-96.

Kouassi, R.N., 2008. *Les chemins du développement de l'Afrique*. Paris: l'Harmattan.

Oloo, A., 2007. The Quest for United States of Africa: top-down or bottom-up approach. *The Bulletin of the Fridays of the Commission*, Vol. 1 No. 1, pp.2-33.

The **West Africa Institute (WAI)** is a research center offering research, capacity-development and social dialogue on regional integration in West Africa. WAI is promoted by the Economic Community of West African States (ECOWAS), the West African Economic and Monetary Union (WAEMU), ECOBANK and the Government of Cape Verde. WAI is based in Praia Cape Verde.

The **Center for European Integration Studies (ZEI)** is an interdisciplinary research and further education institute at the University of Bonn.

WAI-ZEI Papers are published in the framework of the research cooperation both institutes conduct on “Sustainable regional integration in West Africa and Europe” in the years 2013-2016. They are intended to stimulate discussion about regional integration processes in West Africa and Europe from a comparative perspective and about the development of European-West African relations in the political and economic sector. Papers express the personal opinion of the authors.

L'Institut de l'Afrique de l'Ouest (IAO) est un centre de recherche offrant la recherche, le développement des compétences et le dialogue social sur l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest. L'IAO est promu par la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), l'ECOBANK et le Gouvernement du Cap-Vert. L'IAO est basé à Praia, Cap-Vert.

Le Centre de la Recherche sur l'Intégration Européenne (ZEI) est un institut pour la recherche interdisciplinaire et de la formation avancée à l'Université de Bonn.

Les papiers IAO-ZEI sont publiés dans le cadre de la coopération de recherche, que les deux instituts conduisent sur « l'intégration régionale durable en Afrique de l'Ouest et l'Europe » dans les années 2013-2016. La coopération vise à stimuler la discussion sur les processus d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest et en Europe dans une perspective comparative. En outre le projet est basé sur le développement des relations euro-Afrique de l'Ouest dans le secteur politique et économique. Les documents expriment l'opinion personnelle des auteurs.

WAI-ZEI Paper

No. 18 2014

Céline Bas: Aspects fiscaux de la formulation de la politique énergétique européenne. Praia/Bonn 2013.

No. 19 2014

Quentin de Roquefeuil: EPA negotiations are (almost, finally) over. What next?. Praia/Bonn 2014.

No. 20 2015

Sally Brammer/Maria de Fátima Fortes: Master in African Regional Integration. Praia/Bonn 2015.

No. 21 2015

Ludger Kühnhardt: World War I: Lessons Learned and Lessons Threatened. Praia/Bonn 2015.

No. 22 2015

Manuel Guilherme Júnior: Comparison of Regional Economic Communities in Africa – The Case of SADC. Praia/Bonn 2015.

No. 23 2015

Ablam Benjamin Akoutou, Rike Sohn, Matthias Vogl, Daniel Yeboah (eds.): Migration and civil society as development drivers - a regional perspective. Praia/Bonn 2015. (also available in French and Portuguese)

No. 24 2015

Ludger Kühnhardt/Djénéba Traoré (eds.): Brainstorming for a Pan-African Network in Regional Integration Studies. Praia/Bonn 2015.

No. 25 2015

Charles Edward Minega/Djénéba Traoré: Higher Education and Research Policy for Regional Integration in West Africa and Beyond. Praia/Bonn 2015.



West Africa Institute

Avenida da Liberdade e Democracia,
Nº 9 – 5º andar
Praia
Achada Santo António

BP 396- A
Cabo Verde

Phone: +238-(0)262-40-59
www.westafricainstitute.org



Rheinische
Friedrich-Wilhelms-
Universität Bonn

Center for European
Integration Studies

Walter Flex-Straße 3
53113 Bonn
Germany

Phone: +49-(0)228-73-1810
www.zei.uni-bonn.de

ISBN 978-3-941928-69-5